

Table Ronde : Samedi 15 novembre 2014, 14h30 – 16h30
« L'innovation dans les territoires, vers une transition citoyenne ? »

Animée par Martine Theveniaut, ADEPES et Déléguée générale P'actes Européens

Nous sommes partis des innovations concrètes mises en place à l'initiative des citoyens

- ✓ Pour mettre en avant l'apport souvent mésestimé des expériences, les difficultés rencontrées et leur portée générale d'innovation pour l'avenir
- ✓ Pour en tirer ensemble des enseignements et préparer l'avenir, en sollicitant la réflexion de deux auteurs d'ouvrages récents, en position d'écoute et d'expertise
- ✓ Pour solliciter les points de vue variés d'une cinquantaine de participants présents : intéressés ou engagés dans ces démarches.

Au centre des échanges : la question des recompositions, des relocalisations et celle des interdépendances entre local et global dans une approche territoriale citoyenne des solutions.

.....

1^{ère} séquence : Les innovations centrées sur la réorganisation des systèmes de production et distribution de biens et de services dans les territoires ; les modèles économiques ; la territorialisation de l'activité

Didier Bardy : Lires et Réseau des Relais Locaux de l'Economie Solidaire

Il présente la Librairie-Tartinerie, installée depuis plus de dix ans à Sarrant, petit village rural du Gers de 100 habitants ! Il est aussi Relais Local de l'ADEPES.

Guidé par la philosophie de l'action de Paulo Frere, ce choix de « non-demande, à contrecourant de ce que conseille les études de marché, a fait ses preuves. Oui, il a ouvert une voie à de multiples demandes de lecture, dans la proximité immédiate et plus large, construit des évènements. Il propose des offres de lecture adaptées à des professions comme les bibliothécaires, les enseignants, les jeunes, les acteurs des territoires, etc. Une partie de sa clientèle vient de loin. Eux-mêmes vont au-devant des acteurs de ces milieux, avec une offre large de publications récentes, sur leurs thèmes de rencontres, colloques.

Oui, il faut travailler les week-ends et les vacances pour toucher ceux qui, sans cela, n'accèderaient pas à la lecture, pour rester libre de choisir les livres et les éditeurs qu'ils veulent diffuser et de décider comment conduire le développement de cette entreprise sociale avec sa femme, Catherine Mitjana. Le modèle a fait école sous des formes adaptées aux choix des porteurs.

Oui, il travaille trop, engage les salariés dans la même aventure, aménage un modèle économique marchand/non marchand/gratuit pour des expositions, des animations...

Pour en savoir plus : <http://www.lires.org/> Place de l'église 32120 Sarrant Tel : 05 62 65 09 51
Fax : 05 62 65 09 52 Mèl : info@lires.org

Loïc Blanc : ENERCOOP : fournisseur d'électricité sous forme coopérative, reconnu d'Utilité Sociale et d'Intérêt Collectif

Il choisit d'entrer dans le sujet par l'approche politique et économique de l'énergie. Elle a longtemps été monopolisée par l'Etat puis confisquée par les grandes entreprises « historiques » du secteur EDF, GDF. Le mode d'emploi restant obscur ! La question de l'environnement et du réchauffement climatique amène à réfléchir et comment agir pour reprendre les choses en mains. Partant de ce constat environnemental sociétal, comment devient-on un opérateur d'énergies 100% renouvelables ? Un opérateur citoyen décentralisé qui veut reterritorialiser les questions énergétiques ?

Enercoop est créée en 2005, sous la forme de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) qui achète et développe des moyens de production d'énergie renouvelable pour fournir en direct ses consommateurs. Son statut coopératif et sa gouvernance est au service de l'intérêt général. Rentable, oui, mais pas forcément lucratif. Tous les gains sont réinvestis dans l'activité ; la gouvernance c'est un homme/ une voix.

Enercoop fonctionne en *open data* pour détricoter le système : Que représente un KW/h ? Pourquoi ce prix-là ? Notre politique économique, c'est le circuit court. On achète localement au producteur, 100% renouvelables et on revend sur place, ou presque, à un prix équitable augmenté du fait des taxes : aujourd'hui Enercoop est 18% plus cher que le tarif réglementé qui est un tarif politique qui ne reflète pas la réalité. En effet, il ne prend pas en compte par exemple les coûts de la gestion des déchets et du démantèlement des centrales.

Il y a maintenant 21 000 consommateurs Enercoop en France et l'essaimage en région a commencé avec la création de 8 coopératives indépendantes. En Midi-Pyrénées est notamment développé des services pour la maîtrise des consommations d'énergie et l'appui aux projets citoyens de production. Il sera bientôt proposé à des solutions individuelles de production. Enercoop, c'est un acte concret et citoyen pour une meilleure maîtrise des consommations et sortir des énergies nucléaires et fossiles.

Pour en savoir plus : www.enercoop-midi-pyrenees.fr/
<http://www.enercoop-midi-pyrenees.fr/appelasouscription.php>

Judith Hitchman : RIPESS Europe et URGENCI¹

Le réseau international URGENCI est parti du réseau des AMAPs créé au Japon dans les années 1970. Ce modèle s'est ensuite réparti dans le monde : car les Partenariats Locaux Solidaires entre Producteurs et Consommateurs (PLSPC) constituent, ensemble, une approche économique alternative regroupant au niveau mondial citoyens, producteurs agricoles, consommateurs, militants, acteurs politiques impliqués au niveau local. Comment agir pour infléchir la production et la consommation agricole vers le bio, avoir un impact direct sur l'emploi et l'économie solidaire ? En se saisissant de textes des Directives Volontaires sur la gouvernance des terres, des forêts et de la pêche, sur les taxations dans les territoires, etc.

Ce réseau est entré dans le Mécanisme de la Société Civile, organe intégral et à égalité dans le travail avec les États du Comité de Sécurité Alimentaire des Nations Unies à Rome, sans droit de vote (réservé aux États).

Le local est menacé par l'industrialisation du système alimentaire. Le TAFTA et le TPP traités transatlantique et pacifique menacent gravement le libre-choix alimentaire des territoires si toutefois ils étaient adoptés. Le Comité de Sécurité Alimentaire qui s'est réuni en octobre à Rome a adopté un texte de politique sur les Pertes et Gaspillages alimentaires, où un groupe de travail du Mécanisme de la Société Civile avait fait des propositions fortes, soutenues par le gouvernement français et brésilien. Le texte acte que les autorités locales et régionales doivent être les premières concernées par la reterritorialisation des emplois, les appels d'offres aux petits producteurs regroupés ; elles doivent être consultées par le développement de moyens pour la

¹ Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire en Europe ; Urbain-Rural : Générer des Echanges Nouveaux entre Citoyens

recherche participative en vue de préserver les semences et les producteurs paysans ainsi que les petites entreprises locales de transformation. Une référence explicite est faite aux AMAP et aux circuits courts.

Pour en savoir plus : ripess.eu/fr/ ; www.urgenci.net/

Christelle Morel, journaliste Alternatives économiques, co-auteur de « Pour une économie du bien commun », avec Goéry Delacôte.

Elle pense que pour trouver des alternatives au système dominant, le pluriel est nécessaire.

ESS : de quoi avons-nous parlé ? C'est un créateur, porteur de valeurs qui a un projet dans un territoire. C'est une SCIC qui agit pour la souveraineté énergétique, l'environnement, le lien social, la démocratie. C'est un circuit court, alimentation, souveraineté alimentaire, AMAP, fédéré pour gagner une influence internationale.

La diversité est une force pour l'innovation, mais pas seul. C'est aussi une faiblesse pour se faire connaître, pour se développer, pour affronter les réglementations. La loi en faveur de l'ESS qui vient d'être votée en prend acte et peut être utile de ce point de vue.

Quelque chose est en train de se passer : pour faire travailler ensemble des acteurs qui ne le font pas, et sont utilisés depuis des décennies pour pallier aux problèmes. La SCIC est un outil public-et-privé pour faire ensemble. Son développement s'amorce dans la culture, les transports, l'énergie comme le photovoltaïque. C'est porteur d'optimisme. L'innovation peut changer les choses et changer d'échelles.

Reste à élaborer une stratégie pour faire poids, atteindre une masse critique, se mettre en réseau. Grossir n'est pas synonyme de perdre son âme.

Pour en savoir plus :

www.alternatives-economiques.fr/pour-une-economie-du-bien-commun_fr_art_1147_58875.html

Luc Dando, ingénieur conseil, auteur de « Vers une éco-industrie locale pour une réappropriation citoyenne de technologies durables »

Il place le centre de gravité sur les valeurs humaines, l'équité sociales et l'environnement... vers la sobriété : avec une pensée globale pour agir local mais en réseau de cohérence avec les voisins, une conscience de ressources finies, la fragilité des écosystèmes. De ce point de vue le mode de production actuel est dangereux : il ne prend pas soin des écosystèmes, de la conservation de la souveraineté alimentaire, énergétique, financière ; il ne gère pas la pérennité des ressources naturelles finies.

L'humain et l'environnement sont au centre d'une gouvernance démocratique, d'une intelligence collective pour une mise en réseau de systèmes productifs éco-responsable, essaimés sur tous les territoires. Dans les groupes de travail, veiller à ce que tous puissent s'exprimer et pas seulement ceux qui sont de nature à se mettre en avant. Il faut stimuler et accompagner les initiatives citoyennes innovantes, porteuses de valeurs humaines et environnementales capables de mobiliser les citoyens, pour ensuite faire évoluer la législation. Il faut essayer des choses nouvelles, sortir des sentiers battus, oser expérimenter. Grandir et faire grandir les réseaux est une façon de gagner du poids politique, de se réapproprier son destin collectif.

L'industrie actuelle fonctionne sur le principe de concurrence guerrière. Le concept d'éco-industries locales propose un principe de partage des compétences et des marchés, respectant une charte de valeurs humaines et environnementales.

Pour en savoir plus :

<http://www.yvesmichel.org/product-page/ecologie-2/vers-une-eco-industrie-locale/>

Interventions des participants :

- H? Le problème de l'économie est sa dépendance à la monnaie qui recherche le profit. Tant qu'il en sera ainsi, on restera à la marge. Il est favorable aux initiatives citoyennes qui créent d'autres monnaies.
- F? Les citoyens repensent le modèle économique. La croissance n'est pas la finalité. La vraie finalité c'est le bien-être. On peut faire différemment les mêmes choses et le faire savoir en sensibilisant à une grande ampleur.
- Bérénice Dondeyne : La SCIC est un bon statut. Le pouvoir des élus est nouveau et peut être positif, mais il risque aussi d'instrumentaliser une transition citoyenne.
- Judith Hitchman voit deux éléments positifs dans le travail en réseau, comme au RIPESS, pour impulser une alternative, qui a obtenu une reconnaissance par l'ONU et fait partie d'une Inter-Agence ESS. Le pouvoir des alliances et des mouvements sociaux à différentes échelles est important pour construire l'avenir.

2^{ème} séquence centrée sur les innovations organisationnelles d'une société civile en construction, la réappropriation des enjeux collectifs du vivre ensemble et des biens communs ; leur inscription dans des coactions partenariales servant l'intérêt général, dans les territoires.

Joseph Gonzales présente « Toulouse en Transition »

Le mouvement est né d'une prise de conscience des profondes conséquences du pic pétrolier et du dérèglement climatique et de l'urgence d'agir localement. L'enseignant en permaculture Rob Hopkins a créé le modèle de Transition avec ses étudiants dans la ville de Kinsale en Irlande en 2005. Il y a aujourd'hui plus de 1000 initiatives dans une trentaine de pays, réunies dans le réseau international « Transition Network ». Ce ne sont pas seulement des villes, mais des villages, des arrondissements, des quartiers, des rues, des vallées, des péninsules, des îles de transition, etc.

La vision se veut optimiste. Les crises et l'adversité sont des opportunités pour réagir de manière créative et changer radicalement la société actuelle. La démarche est inclusive et concerne la « collectivité » dans son ensemble : intégrer plutôt que séparer, utiliser les interfaces et valoriser les éléments en bordure (principes de permaculture). Sur un territoire concerné, les initiatives de Transition doivent laisser la possibilité aux gens de chercher des solutions pertinentes à une échelle appropriée, ni seulement individuelle, ni dans la seule attente de la réponse gouvernementale nationale.

« Toulouse en Transition » établit actuellement un partenariat avec le sol-violette, a constitué un collectif « Ensemble en Transition » avec les Colibris, Solidées, et Via Brachy. L'initiative « Les Chalets en Transition » anime un café Bricol' avec d'autres associations : Planète sciences et les Petits Débrouillards. « Borderouge en Transition » travaille avec des associations du quartier. « Toulouse en Transition » est aussi membre du « Collectif ferm'en terre », constitué d'environ 25 associations, qui se sont regroupées pour proposer un projet d'agriculture paysanne périurbaine sur la commune de Pin-Balma. Parmi ces 25 associations : le réseau Semences paysannes, l'association Pétanielle, Terre de Liens, ARESO, ERABLES 31,...

Pour en savoir plus :

Site : www.villesentransition.net

Blog : www.toulouse.transitionfrance.fr/

Les Chalets en Transition : http://www.toulouse.transitionfrance.fr/?page_id=763

Josef Maria Navarro, Xarcad'Economia Solidària, Catalogne

Le contexte socioéconomique est difficile : chômage, personnes âgées sans ressources... L'évolution est négative pour la société ! Pour redynamiser l'économie réelle – solidaire – de la ville, des coopératives de quartiers se sont constituées. Elle veulent changer à partir de leur quotidien, transformer la ville, récupérer le pouvoir politique. Les 140 entreprises d'économie solidaire de la Catalogne comptent des milliers de travailleurs.

Nous avons bon espoir de casser le bipartisme lors des prochaines élections municipales de 2015.

Pour en savoir plus :

<http://www.xes.cat/>

Peter Wollny : SCIC Sapie :

Il a fait un parcours de travailleur social, il est passé par la sociologie et se trouve aujourd'hui investi dans la SCIC Sapie. Il est un homme des ponts ! La SCOP Sapie a réuni des consultants en développement local pendant 25 ans. Fatigués des appels d'offres, ses membres ont voulu sortir de la consultance dans l'Aude pour « faire soi-même plutôt que donner des conseils aux autres ». Elle a connu une transition difficile. Voulant s'ouvrir largement sur le territoire, un espace de co-working a été ouvert. Il est devenu un Tiers-Lieu. Cet espace de formation propose des outils collaboratifs, un petit Fab Lab, une coopérative d'activités et d'emplois pour sécuriser des parcours de création en salariant les porteurs.

Avant la SCOP gérait les moyens apportés par les salariés. Maintenant nous sommes 30 associés. La volonté d'ouverture nous obligeait à nous transformer pour permettre de venir y travailler, s'ouvrir effectivement au territoire, ouvrir sur le faire ensemble, intégrer des bénévoles satisfaits de l'être, le tout dans un processus de production. Le pari que nous faisons consiste à inventer un nouvel équilibre économique qui conjugue les échanges collaboratifs et les activités d'intérêt collectif avec notre métier de consultants et de formateurs. Elle s'est transformée en SCIC, sans membre Collectivité. L'Aude a son rythme. Ça prend du temps mais on y croit.

Pour en savoir plus :

<http://scic.sapie.eu/wakka.php?wiki=Accueil>

Frédéric Mathis : « 3PA Maison de la Terre »

Il présente l'initiative citoyenne de son village : Poucharramet, une commune de 820 habitants, à 30 km au Sud de Toulouse, un village périurbain type. C'est toute une histoire collective qui part d'un appel d'offres de la mairie pour rénover un lieu. Des jeunes du village y répondent, avec l'intention de faire une rénovation écologique et d'occuper ce lieu. D'abord bénévoles en plus de leur travail, ils se donnent un mode de fonctionnement, font une enquête par questionnaire, restaurent les murs de ce qui devient en 2004, « la Maison de la Terre ». 3 PA veut dire Penser, Parler, Partager, Agir. Son objet est : "la promotion et le développement d'actions et d'expériences locales. Elle est fondée sur l'échange de savoirs, l'éducation populaire et des pratiques respectueuses de l'environnement".

Les collectivités ont été réticentes au départ, la Fondation de France a été la première à y croire. Ils reçoivent ainsi 20 000 € et recrute un salarié. Puis la Communauté de Communes prend la compétence culture (c'est la seule du département). Ils se lancent alors dans une programmation de qualité, développent des activités, rencontrent des difficultés qu'ils surmontent... jusqu'à maintenant.

Pour en savoir plus :

3pa.over-blog.org/ ; <http://lamaisondelaterre.wordpress.com/>

Discussions entre tous les participants

- **Christelle Morel** : elle revient sur la question de la monnaie. L'économie c'est le lien entre les personnes. Cet échange peut avoir différentes formes. Le problème : c'est la financiarisation. Elle n'est pas forcément mauvaise en soi, elle a servi à l'industrie pour capitaliser des moyens et produire. La catastrophe, c'est quand l'argent se met à produire de l'argent ! L'humain est relégué au second plan, les ressources ne sont pas respectées. D'autres formes d'échanges existent déjà : localement, diversification, SEL, monnaies, accorderies venant du Québec, banque du temps (pas seulement de toi à moi, mais en multilatéral). Ils se construisent en parallèle, dans l'économie dominante. D'autres modèles se construisent dedans, comme le crowdfunding. Il faut arrêter de croire que ce sera forcément vertueux ! Un outil reste un outil. Si ça tourne mal, il sera remplacé par autre chose.
- **Loïc Blanc** : Puisque nous parlons de la transition citoyenne, la question des outils et le « comment » de leur essaimage sont essentiels. Comment décide t'on à 11 000 sociétaires ? en veillant à ce que cela vienne d'en bas ?
- **Didier Bardy** : Sans oublier que le système libéral est derrière et continue à libéraliser le transport. À Sarrant, je reçois de 1 à 5 camions par semaine pour me livrer mes commandes de livres, de 1 à 30 kilos !! Ils retournent le coût sur la commune qui dit : vous me coûtez cher avec votre Librairie au fin fond du rural ! Comment faire pour que la transition ne se traduise pas par métropoliser tout !
- **Luc Dando** : Trois conditions sont nécessaires et suffisantes à une transition citoyenne : la sauvegarde des écosystèmes naturels, replacer l'humain au centre des préoccupations et rechercher un maximum d'équité entre les humains. La législation ici ouvre des possibilités. Peut-être plus en France qu'en Espagne. Et pour que les initiatives portent leur fruit, la mobilisation citoyenne est fondamentale dans le monde réel. La monnaie : il faut différencier monnaie et économie. En soi, la monnaie n'a pas de valeur. Ce n'est qu'un outil d'échange. Les solutions sont à trouver dans le monde d'ici et maintenant : L'économie réelle c'est 3% de la masse monétaire mondiale, tout le reste : 97%, sert à la spéculation. Elle est entre autre alimenté par les systèmes industriels circuit long, c'est-à-dire la production de masse dans les pays bas coût avec toute sa cascade d'intermédiaires commerciaux. Pour inverser la balance, il faut imaginer un système à échelle humaine avec une forme de répartition équitable à usage territorial. Ce qui permet que cela reste du bout côté : dans l'économie réelle, et pas dans le circuit marchand international. Même si les monnaies locales et régionales sont indexées sur l'Euro à 1 pour 1, leur utilisation est néanmoins favorable à enrichir l'économie réelle de nos territoires.
- **H?** : Ce sont de belles expériences, mais on oublie l'urgence : la fin du pétrole, le manque de nourriture pour tous, la surconsommation par rapport aux ressources de la planète. Ça ne peut pas durer longtemps. Il fait une suggestion : je ne suis pas le président de la République, mais tant qu'on ne résoudra pas la question du bipartisme par une pression suffisante du mouvement populaire, on restera entre nous.
- **Cecilia Navarro** : travaille dans une coopérative d'habitants : ABRICOOP (<http://lajeunepousse.org/>). Elle découvre l'ESS. Sa question c'est comment obtenir des subventions de l'ADEME ?
- **David** : Je découvre ce petit monde via le cyclopédalage. J'habite le long du canal et je m'aperçois de l'urgence. On s'es regroupé entre voisins. Nous en sommes au 3^{ème} déjeuner entre voisins. Nous avons décidé (en tant que locataires) d'installer un bac à compost ; un toit plat (et caves aussi) végétalisé. Lui-même s'est engagé dans Alternatiba. Il propose un appartement témoin pour y mettre des enduits intérieurs plus naturels, et montrer que c'est possible de le faire !

- **F?** Elle a vu le film « Sacrée croissance ». Il faut scinder en 2 les 97% de spéculation et agir sur les 3 *, en pensant localement
- **Josette Combes** : Sur la question des fonds publics, il ne faut pas s'auto-flageller. Ils dépendent de nous. Elle se réfère à l'expérience de « 3P Maison du monde ». Des élus du Réseau des Territoires de l'Économie solidaire (RTES) considèrent de leur mission de lever les fonds aux projets qui contribuent au futur que nous voulons.
- **Philippe** : Territoire en transition dans le Gers insiste sur la masse critique à atteindre et fait état de la mise en place d'un collectif national depuis 2013.
- **Bérénice Dondeyne** : La loi ESS est un projet politique de citoyenneté et de démocratie économique. Les relations avec la XES sont installées depuis deux ans. C'est pourquoi des membres sont venus pour partager leur expériences. Des coopérations ont vu le jour. On apprend les uns des autres comment transformer la société. La SCIC est intéressante pour affirmer symboliquement que toutes les composantes travaillent d'égal à égal. Avec les élus, elle souhaiterait qu'ils viennent d'égal à égal sans mettre la vie des structures partenaires en dépendance des subventions qu'ils ont à gérer et à répartir.
- **Josef Maria Navarro** : est un pessimiste engagé. Il a été sensible à la position exprimée par Carole Delga d'une transformation dans la quotidienneté. C'est ça faire de la politique. Et on n'a pas de Carole Delga en Espagne ! Si je suis engagé, c'est parce que je peux apprécier que notre mouvement politique de changement de la ville, change effectivement les pratiques, et renouvelle les pratiques du coopérativisme. Notre mouvement coopératif n'a pas de subvention. Il ne le regrette pas. L'Europe a versé 60 milliards pour sauver l'économie du pays. Elles ont été données à des grandes entreprises. C'est un scandale. Le mouvement de l'économie solidaire doit être autonome, une protestation pacifique et un investissement de nos propres moyens ensemble.
- **Luc Dando** : Dans cet état d'urgence, il faut se méfier des (fausses) bonnes solutions, prises sans le recul nécessaire pour en évaluer les externalités négatives. Et rester dans la pensée d'ensemble ; voter pour des politiques qui font des choses bien, c'est mieux que ne pas voter et critiquer. La critique est nécessaire mais la proposition est indispensable. IL nous faut porter nos propres projets citoyens dans le respect de la législation et demander le soutien de nos politiques locaux. Nous sommes tous des petits colibris, chaque micro action citoyenne a une importance fondamentale pour aider à la prise de conscience collective et alimenter la transition citoyenne.
- **H ? Catalan** : Dans la coexistence des modèles économiques : économie domestique et capitalisme néolibéral, où nous situons- nous ? Ce n'est pas si clair que cela, il faut en débattre. C'est un problème de régulation Il partage le point de vue de Josette : investir dans notre modèle d'économie solidaire.

CR établi par Martine Theveniaut

31 décembre 2014